



## SYNTHÈSE

## Administration publique

2020

## Le secteur aujourd'hui

L'administration publique française représente 5,7 millions d'agents répartis dans la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Cela représente près de 20 % des emplois en France. Via ses bâtiments (37 % du parc tertiaire national) ou via les actions de ses agents (déplacements, alimentation...) et la gestion publique de l'eau et des déchets, l'administration publique émet chaque année 28,5 millions de tonnes (Mt) de CO<sub>2</sub>eq (sans compter les émissions indirectes dues à ses achats). Ces administrations délivrent aux citoyens des services essentiels sur l'ensemble du territoire (eau, santé, gestion des déchets, éducation, sécurité...). C'est pourquoi la commande publique, qui représente près de 100 milliards d'euros par an, est un autre levier efficace pour engager la transition vers un modèle plus sobre en carbone.



## Les outils de la transformation

Afin de rendre l'administration publique plus résiliente et adaptée à un monde sous contraintes, l'Etat et les collectivités doivent décarboner leurs infrastructures (isolation thermique par exemple), leurs commandes publiques et la mobilité de leurs agents (télétravail, usage du train, du vélo, électrification du parc de voiture, covoiturage...). L'administration peut réduire sa dépendance à l'approvisionnement en énergies fossiles et matières premières, par exemple en relocalisant certains de ses circuits d'approvisionnement (aliments et biens intermédiaires), en encourageant les pratiques de l'économie circulaire, ou en favorisant les mobilités actives, légères et électriques. La formation des agents aux enjeux énergie-climat doit enfin être systématisée afin de diffuser aux niveaux individuel et collectif une culture de la décarbonation et de la résilience, qui se traduira également par une organisation et des fonctions adaptées.

2050

## Le secteur à l'issue de la transformation

À l'issue de la transformation, l'administration publique a baissé significativement sa consommation énergétique et sa dépendance aux énergies fossiles. Elle a également baissé ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins un tiers. L'administration publique a évolué, culturellement et dans certaines

de ses fonctions (pilotage de la transformation économique). Elle inclut systématiquement un critère carbone dans ses appels d'offres. Sa résilience face aux risques climatiques et énergétiques est renforcée grâce à la modification de son fonctionnement et la pertinence de ses investissements.



## Les questions qui nous restent à explorer

- **Dans le secteur** : la possibilité d'inclure un « critère carbone » dans les appels d'offres publics doit être étudiée dans le cadre de la primauté de la règle de droit européenne encadrant les marchés publics.
- **En lien avec le reste de l'économie** : la mise en cohérence avec les secteurs impactés par la transformation numérique doit encore être affinée. Le chiffrage des déplacements des agents publics doit également être affiné.



## L'emploi

L'emploi public reste stable en nombre mais certains de ses métiers évoluent en fonction des besoins du Plan de transformation.



## Les impacts

- **Les plus** : l'administration publique a largement réduit ses émissions de GES, est plus résiliente aux chocs, notamment pétroliers, et pilote avec une meilleure efficacité la transformation de l'économie.
- **Les limites** : la mutation de certains métiers publics est un processus complexe et lent à mettre en œuvre.